

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4777 - Lundi 23 Décembre 2024 - Prix : 200 Fc

COY20 :

La jeunesse appelée à s'engager



Participants à la COY20 au palais du peuple

ÉDUCATION :

Les enseignants gèlent les notes du premier trimestre

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

21 Djamadu Thani 1446

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Décembre 2024**

Lever du soleil:

05h 40mn

Coucher du soleil:

18h 30mn

Fadjr : 04h 27mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 45mn

Maghrib: 18h 30mn

Incha: 19h 47mn



CYCLONE CHIDO :

Macron sérieusement tancé à Mayotte

La visite du président français en territoire comorien de Mayotte n'a pas été de tout repos. Entre ses visites sur les lieux les plus frappés par le cyclone Chido et ses nombreuses prises à partie avec une population excédée par la lenteur des secours, c'était presque la chienlit dans les rues de Mayotte à chaque passage du chef de l'Etat français qui a été sérieusement bousculé.

Sérieusement c'était presque une bagarre de rue, moins les coups de poing. « Vous êtes contents d'être en France, vous seriez 10 000 fois dans la merde », a lancé le président Français à une habitante qui demandait les moyens que l'Etat allait mettre à la disposition des sinistrés. « Quels moyens vous allez nous donner ? Parce que jusqu'à présent, ma famille ne sait pas si je suis morte ou en vie ». Et l'habitante de rajouter : « Et vous venez nous dire que tout va bien alors que tout va mal ». Ce que le président Macron de répondre comme à la foire aux questions réponses. « J'ai passé la journée

avec vous et depuis tout à l'heure je m'égosille pour parler... Si quelqu'un m'a entendu dire que tout va bien, levez le doigt ». Des propos qui n'ont pas plu alors que les mahorais continuent de souffrir le martyr plus d'une semaine après le passage dévastateur du cyclone Chido, le président français, avait fait de cette visite une façon de communier et d'être proche des mahorais.

Continuant dans sa lancée, Emmanuel Macron est allé même jusqu'au comparatif avec les pays de l'océan indien pour démontrer aux mahorais qu'ils ont de la chance de se retrouver dans un territoire français dans un océan de chaos. « Il n'y pas un endroit dans l'Océan Indien ou on aide autant les gens ! C'est la réalité et donc on ne peut pas vouloir être un département français et dire que ça ne marche pas dès que la France est en solidarité ». Cette réponse de Macron, insinue que la France n'a jamais demandé aux mahorais d'être français, et qu'ils feraient mieux de se contenter d'être le département le plus déclassé de la République

Française, et que malgré tout cela ils vivent mieux que les autres populations des îles sœurs, plus particulièrement les Comores. A sa descente d'avion déjà Macron avait été confronté à une infirmière. « S'il vous plaît, aidez la population. Il faut aider l'hôpital, tout le monde de la direction au secrétariat », lui a-t-elle lancé, lassée par la situation. Et cette dernière de marteler : « On part d'ici on va chez nous on est chaos, on n'a personne pour nous prendre dans les bras, et c'est nous qui allons aider la population ».

Deux jours avant Macron, c'est son ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau qui avait ouvert les hostilités en tentant de lier la question de la reconstruction de l'île à la lutte contre l'immigration. Des propos qui ont fait sortir de ses gonds le secrétaire général du parti communiste, Fabien Roussel, qui a donné une belle leçon d'histoire au premier flic de France qui ne connaîtrait pas assez l'histoire de Mayotte, selon des propos rapportés par le journal Le Monde. « Sur les 100.000 personnes de cette île que l'on traite d'étrangers, 80% sont de



Macron à Mayotte au contact des sinistrés.

l'île d'Anjouan qui est à quelques kilomètres de Mayotte. Beaucoup sont sous les tôles. Ce ne sont pas des étrangers, ce ne sont pas des immigrés. Ces Anjouanais font partie du peuple comorien, c'est un seul et même peuple. Ils parlent la même langue, ils ont la même couleur de peau, ils ont la même culture, ils sont tous musulmans ».

Et ce dernier d'appeler l'Etat à agir au lieu de rester sur des calculs politiques afin d'éviter une cata-

strophe sanitaire. « Dans une catastrophe de ce type qui est exceptionnelle, n'importe quel pays ferait appel à des organisations internationales qui ont l'habitude de gérer ce type de catastrophe (...). J'ai le sentiment que par péché d'orgueil [l'Etat] n'ose pas le faire », a estimé Fabien Roussel. Il y a « un risque épidémique, avec le choléra qui risque de se développer. Il y a urgence ».

Imtiyaz

Cyclone CHIDO :

Les associations comoriennes au secours des sinistrés



Aide au sinistrés de Mayotte au départ de Mutsamudu.

Ce vendredi 20 décembre 2024, le port de Mutsamudu a été le centre d'un bel élan de solidarité pour Mayotte, touchée par le cyclone CHIDO. Le bateau Maria Galanta Express, affrété par le gouvernement comorien, a pris la route avec des produits de première nécessité pour venir en aide aux sinistrés. L'association Uzuri Wadini et l'association Solidarité Femmes Actions de Mutsamudu, soutenues par de nombreuses volontaires, ont collecté et préparé des vivres comme de l'eau potable, du riz et d'autres produits essentiels.

Le Maria Galanta Express, un bateau affrété par le gouvernement comorien, a été chargé de ces dons et a quitté le port de

Mutsamudu ce vendredi matin en direction de Mayotte. Il a transporté non seulement des produits, mais aussi un message d'espoir et de soutien pour Mayotte. « Quand nos frères et sœurs sont en difficulté, nous, les femmes, devons être là pour les aider », a expliqué une bénévole, montrant l'importance de leur mobilisation. « Nous ne pouvions pas rester sans rien faire. C'est notre devoir d'aider », a déclaré une femme présente. Sur les réseaux sociaux, la page Ndzuani Infos a publié : « Le Maria Galanta Express a pris la route pour l'île comorienne de Mayotte avec des vivres collectés grâce à la solidarité des citoyens et des associations. »

Foundi Moussa Adam, responsable de l'association Uzuri wa Dini, a

ajouté : « Ce geste est un vrai soutien pour les familles qui ont tout perdu. C'est une réponse rapide et pleine de générosité. » Un membre de Solidarité Femmes Actions a souligné : « Nous avons vu une grande mobilisation des habitants et des associations. Cela montre que nous sommes unis face aux crises. » Le Maria Galanta Express, chargé de dons et d'espoir, est un symbole d'entraide entre les îles des Comores et les sinistrés. Les associations appellent tout le monde à continuer cet élan pour aider encore davantage les personnes touchées. Cette action montre que, même face aux catastrophes, l'unité et la solidarité sont plus fortes que tout.

Mohamed Ali Nasra

BILAN CHIDO :

Mayotte toujours dans l'incertitude

Plus d'une semaine après le passage du cyclone CHIDO dans l'île comorienne de Mayotte, c'est toujours le flou quant au bilan du nombre des victimes, surtout dans une île où les statistiques sur la population réelle ne seront jamais fiables. Entre les morts recensés jusqu'à présent (35), et ceux déjà enterrés car non déclarés faute d'exister dans les registres préfectoraux et des mairies, c'est un décalage qui sera difficile à combler. Ce qui est sûr, et quels que soient les problèmes, le recensement des morts sera difficile à faire.

La venue de Macron cinq jours après la catastrophe était attendue comme celle qui allait changer les choses en accélérant le processus de prise en charge des sinistrés dans un territoire complètement en friche. Avec quatre tonnes d'aide dans ses bagages, ce fut catastrophique. Si l'ensemble de l'île est complètement exsangue, le sud semble la partie la plus touchée, et le manque d'eau n'arrange pas les choses pour les populations les plus démunies. « Il n'y a pas d'électricité, il n'y a pas d'eau. Jusqu'aujourd'hui je ne sais

pas si on peut appeler ça l'apocalypse », se désole un habitant de la région interrogé alors qu'il se trouvait dans le seul endroit où l'on trouve un point d'eau, l'école publique de Tsimkura.

En prononçant le mot Apocalypse, cet habitant ne croyait pas si bien dire malheureusement. Selon Réunion la 1ere citant des sources secouristes le bilan avoisinerait les 60 000 morts. « 60 000 morts, estimation des secouristes déployés à Mayotte après le passage du cyclone sur le territoire. » Si nos confrères on vite fait retirer leur

publication, l'annonce a été repris partout chacun allant de son petit commentaire. Et selon un dernier bilan provisoire établi par la préfecture de Mayotte, le 21 décembre, le nombre des décès « s'élève aujourd'hui à 35 personnes ». Et la préfecture de rajouter : « La mission d'identification des victimes du cyclone poursuit son travail, en lien avec les mairies et les associations de Mayotte ».

Dans son communiqué de presse, la préfecture a fait savoir par ailleurs que la distribution de l'eau sera rationnée. « Aujourd'hui la

SMAE (société des eaux, Ndlr) peut fournir de l'eau dans tous les villages avec la mise en place de tours d'eau. Pendant deux jours, les villages auront de l'eau durant 8 heures. Le jour d'après lui sera coupé ». Et la préfecture d'annoncer sur le plan des communications, qu'une partie de la population peut de nouveau accéder aux moyens de communications. « Aujourd'hui 51,5% de la population est de nouveau couverte par Orange ».

Imtiyaz

COY20 :

La jeunesse appelée à s'engager

La 20e Conférence des jeunes sur le climat de l'Océan Indien (COY20) s'est tenue ce vendredi 20 décembre dans une ambiance riche en échanges et en initiatives, rassemblant jeunes, acteurs institutionnels, partenaires techniques et financiers. Financé par l'UNICEF, cet événement, organisé par le RCOI en partenariat avec divers ministères et l'UDC, a souligné l'urgence de l'action climatique dans une région particulièrement vulnérable.

Plusieurs personnalités ont pris la parole pour encourager l'engagement des jeunes dans la lutte contre les changements climatiques. Cet engagement est important pour faire évoluer les comportements. Dans son allocution, Echata Ibrahim Ngazi, chef de

service au ministère de la jeunesse, a salué la détermination des participants et réitéré le soutien du gouvernement comorien à la jeunesse, tout en soulignant l'engagement du président Azali Assoumani pour la préservation de l'environnement. Présent, le coordinateur sortant du Réseau Climat Océan Indien (RCOI), Assum Soule, a rappelé la responsabilité des pays insulaires comme les Comores, particulièrement exposés aux effets dévastateurs du changement climatique. Il a invité les jeunes à devenir des acteurs de transformation à travers des initiatives concrètes. « Vous êtes les architectes de l'avenir que nous souhaitons construire », a-t-il insisté.

Le représentant de l'UNICEF, Abdoul Moubark Kabore, a quant à lui mis en avant les impacts du

changement climatique sur les enfants comoriens, insistant sur la nécessité de les inclure dans les politiques climatiques. « Les enfants et les jeunes doivent être au centre des actions climatiques pour garantir un avenir durable », a-t-il affirmé. Bien que les Comores, un pays à faibles émissions, elles subissent les conséquences des émissions mondiales. L'attaché de presse du ministère de l'environnement, Mohamed Hamza a insisté sur l'importance des financements internationaux pour soutenir les projets d'adaptation et d'atténuation, tout en plaidant pour des politiques globales respectant les responsabilités différenciées entre pays développés et en développement.

La COY20 a été l'occasion pour les jeunes d'échanger autour d'ate-

liers et de tables rondes, abordant des sujets comme les énergies renouvelables, la préservation des écosystèmes marins et l'écotourisme. Cet espace dynamique a permis aux participants de formuler des recommandations concrètes pour les décideurs politiques. Le réseau climat océan indien (RCOI) a salué ses partenaires, notamment l'UNICEF, le ministère de l'environnement, et l'université des Comores. Une mention spéciale a été adressée aux fondateurs du réseau, originaires de différents pays de l'océan Indien, pour leur vision et leur engagement dans cette initiative.

Le coordinateur sortant du RCOI, Assum Soule, a clôturé son mandat en appelant les jeunes membres du réseau à continuer leur mobilisation pour l'environnement.

Il a exprimé sa gratitude envers ses collaborateurs et les partenaires du RCOI. Les récents événements climatiques, comme le cyclone Chido, ont accentué la prise de conscience sur la nécessité d'une action immédiate et coordonnée. « Le changement climatique est une menace globale qui exige des réponses locales innovantes et inclusives », a conclu Echata Ibrahim Ngazi. La COY20 a démontré que la jeunesse comorienne, soutenue par ses partenaires, est prête à relever le défi climatique, avec espoir et détermination. En tant qu'acteurs du changement, ces jeunes continueront à œuvrer pour un avenir plus durable, dans l'intérêt des générations futures.

Mohamed Ali Nasra

ÉDUCATION :

Les enseignants gèlent les notes du premier trimestre

Pas de remplissage des bulletins de notes, n'en parlons plus des conseils de classes du premier trimestre de l'année scolaire en cours. Le pire est à craindre car le syndicat national des professeurs (Snpc) menace d'aller au-delà si jamais le gouvernement continue de faire la sourde-oreille face à leurs revendications.

Les enseignants ne fléchissent pas en dépit des menaces du ministère l'éducation nationale. Lors d'une rencontre avec la presse au New Select le samedi 21 décembre dernier, l'ancien secrétaire régional du SNPC, Chabanne Mohamed a martelé : « Peu importe les mesures abusives que prend le ministère à l'encontre des enseignants. Bacar Mvoulana ne pourra en aucun cas démembrer nos syndi-

cats. Ces syndicats existent depuis très longtemps et ont été légués de générations en générations. Il ne peut pas les faire tomber ».

Ce rappel est fait dans la mesure où, le ministre de l'éducation Bacar Mvoulana et son secrétaire général Saïd Soulé affligent les enseignants à coup de communiqués allant jusqu'à leur priver du droit de revendiquer leurs droits. « Le statut qui nous régit n'a pas stipulé une interdiction au syndicat de grever sans l'ordre du ministère. Cette stratégie explique la volonté du ministère de l'éducation de nuire aux principales vocations du syndicat. Le ministre ne pourra pas nous intimider. Nous allons geler les notes du premier trimestre et nous allons faire respecter le protocole d'accord signé en janvier 2024 par tous les moyens légaux », a déclaré l'ancien secré-



Les Syndicalistes en conférence.

taire régional du SNPC.

Par la même occasion, le responsable administratif et financier du syndicat a rappelé que l'époque des intimidations est révolue. Pour lui, l'ère est au dialogue social. « Le ministre actuel de l'éducation est un enseignant qui a

connu bien des difficultés entre nous et le gouvernement. Il nous a rassuré de tout faire pour que le secteur prospère au moyen du dialogue. Toutefois, il a heurté la réalité. Car le gouvernement n'a pas tenu compte de la nouvelle grille indiciaire lors de l'adoption de la nou-

velle loi des finances. Ce qui veut dire que les enseignants ne pourront pas bénéficier en janvier prochain d'un salaire conforme à la nouvelle grille », explique-t-il. Il poursuit : « Ce qui montre un manque de respect du gouvernement face au protocole d'accord. Et ce n'est pas tout, le ministre a sanctionné 11 enseignants syndicalistes en les affectant dans d'autres îles tout en retenant une partie ou la totalité de leur salaire. Pire, le ministre menace de remplacer les grévistes pour intimider ceux qui oseront aller à l'encontre des décisions gouvernementales ». En tout cas, le syndicat des professeurs se dit prêt à croiser le fer pour jusqu'à avoir gain de cause.

Kamal Gamal

NÉCROLOGIE

Décès de l'ancien ministre Abdou Nassur, l'enfant prodige d'Itsamia



Abdou Nassur ancien ministre décédé à moroni.

Samedi 21 décembre, l'on apprend avec tristesse, le décès, dans son bureau, de l'ancien ministre et directeur général de l'Economie et du commerce extérieur, Abdou Nassur Madi. Le procureur de la république a, au cours d'une brève rencontre avec la presse, déclaré avoir appris la nouvelle par la gendarmerie vers 6h15 du matin. Et qu'une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce décès.

Cependant le corps a été remis à la famille. Après une prière mortuaire en sa maison de Sahani à Mdé, une deuxième prière a eu lieu à Itsandra Mdjini, avant l'envoi du corps dans son village natal d'Itsamia à Mohéli pour les obsèques. Abdou Nassur est né le 14 mars 1973. Il a fait ses études primaires à Itsamia, son collège à Djando avant d'obtenir un baccalauréat scientifique série D en 1991 au lycée de Fomboni. Il était diplômé d'Etudes supérieures

approfondies en sciences économiques de l'Université Mohamed 1er à Oujda, au Royaume du Maroc.

Il a été enseignant à partir de 2001 à l'Enac. En 2004, il a été recruté en tant que consultant au Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud). Conseiller technique en 2009, du vice-président en charge des Finances, Dr Ikililou Dhoinine. Après les élections de 2011, à l'issue desquelles, celui-ci a été élu président de l'Union des Comores, Abdou Nassur s'est vu confier le poste de délégué à l'Economie et au Commerce extérieur de 2011 à juillet 2013. Il sera ensuite nommé ministre de la Production, de l'Energie, de l'Environnement en charge du Tourisme. En 2015, il a été reconduit au poste de conseiller technique du même chef de l'Etat jusqu'en janvier 2016, où il a été nommé ministre de l'Emploi.

Après les élections de 2016, marquant le

retour du président Azali Assoumani au pouvoir, Abdou Nassur Madi est retourné enseigner à l'Université des Comores, au département d'Administration économique et sociale. Il sera ensuite nommé en juillet 2017 directeur général de l'Economie et du Commerce. Lors des dernières élections des gouverneurs, il fut candidat à Mohéli. La disparition de M. Abdou Nassur marquera, sans nul doute, un vide dans le paysage politico-médiatique du pays. Tout au long de son cheminement, il a su rester au-delà du politique, un ardent technicien en apprentissage permanent. Quelques jours avant son décès, il était présent avec un grand enthousiasme dans les rencontres où l'on débattait des questions majeures du pays. Le pays perd un grand serviteur et Itsamia, son enfant prodige.

Mmagaza

LANCEMENT DU PROJET RAEFC :

Vers le renforcement de l'autonomisation des femmes

Le projet pour l'autonomisation économique des femmes aux Comores (RAEFC), a été lancé ce 21 décembre à Moroni. Cette initiative soutenue par l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à travers le fonds « La Francophonie avec Elles », vise à outiller les femmes pour leur permettre de devenir des actrices du développement économique durable.

Aux Comores, les femmes jouent un rôle central dans l'économie et le tissu social. Pourtant, elles font face à des défis structurels pour accéder aux ressources nécessaires et concrétiser leurs projets. Le projet RAEFC entend répondre à ces défis en proposant des formations, un accompagnement personnalisé, et une incubation de leurs initiatives entrepreneuriales. Selon la présidente de l'association Girls and Tech Comores Asmina Said Ahmed, l'objectif est clair : «

promouvoir l'autonomisation économique des femmes comoriennes en leur fournissant des outils pour entreprendre et réussir dans des projets économiques durables », précise-t-elle. Elle explique que plusieurs événements suivront pour propulser l'entrepreneuriat féminin. « L'organisation d'ateliers d'information et de sensibilisation dans les régions de Ngazidja, en partenariat avec les mairies et leaders communautaires sont à venir. La formation des femmes dans des domaines clés comme l'entrepreneuriat, la gestion financière, la digitalisation et les ressources humaines. La création et l'accompagnement de projets économiques viables portés par des femmes », souligne-t-elle.

Le projet s'adresse principalement aux femmes vulnérables et aux organisations féminines locales, mais cible également les jeunes filles âgées de 15 à 35 ans ainsi que les entrepreneures avec des projets à fort potentiel. Le chef de projet Hassane



Moindjie a quant à lui confié : « Nous voulons toucher un maximum de femmes, notamment celles issues des régions reculées de Ngazidja, afin de leur donner les moyens de réussir et de contribuer activement au développement du pays ». Ce projet, dont la mise en œuvre s'étalera sur plusieurs mois, inclut plusieurs activités clés. « Une campagne de sensibilisation pour informer et mobiliser les bénéficiaires. Ensuite,

un programme de formation de trois mois, avec des modules sur le leadership, la digitalisation et la gestion financière. Et un accompagnement et une incubation personnalisés pour 15 projets sélectionnés », démontre-t-il.

L'idée est de parvenir à sensibiliser 1000 personnes, former 100 femmes, soutenir 15 projets viables, et subventionner 5 projets à fort impact économique et social. Le succès

repose sur une collaboration étroite avec plusieurs parties prenantes dont les organisations de la société civile pour la mobilisation communautaire, les institutions publiques pour l'appui technique, et les entreprises privées pour le mentorat et les partenariats stratégiques. Girls and Tech Comores, créée en 2019, a toujours eu pour mission de promouvoir l'autonomisation des femmes à travers le numérique. L'association réaffirme son engagement : « Nous voulons créer un écosystème numérique inclusif où les femmes et jeunes filles peuvent développer des entreprises innovantes et s'épanouir économiquement ». Au-delà des formations et de l'accompagnement, le projet ambitionne de créer un réseau national des femmes entrepreneures. Ce réseau facilitera les échanges d'expériences et renforcera les opportunités économiques pour les bénéficiaires.

Mohamed Ali Nasra

CULTURE :

Chido modifie l'aspect culturel de Ngamina power

Le passage de cyclone Chido dans l'archipel, le 14 décembre dernier, a chamboulé non seulement le calendrier du festival "Ngamina power" mais a modifié aussi son aspect culturel. Prévu pour promouvoir la femme artiste, le festival Ngamina power va désormais réunir les artistes concernés le 25 décembre prochain, dans une action de solidarité pour venir en aide aux concitoyens mahorais sinistrés.

Devant se tenir à Moroni du 16 au 17 décembre dernier, le festival Ngamina power a été reporté au 25 décembre prochain. Ce report s'explique par le drame survenu à Mayotte avec ses pertes humaines et dégâts matériels après le passage du cyclone Chido. Cette tempête a fortement impacté l'île sœur, en état de détresse et qui manque de tout. C'est pour contribuer à l'élan de solidarité humanitaire aux mahorais que les organisateurs du festival ont décidé de donner une autre dimension à l'événement.

En conférence de presse, l'artiste initiatrice Malha a regretté : « Le cyclone Chido a dévasté l'île de Mayotte faisant plusieurs morts. A ce drame, le président Azali a décrété au niveau national un deuil de sept jours. Donc le festival Ngamina power a été reporté jusqu'au 25 décembre prochain. Le festival prend donc une autre dimension. À part la promotion de la femme artiste comorienne et la prévention contre les violences basées sur le genre, le festival devient un concert de solidarité (...) dont une partie des fonds collectés

sera dédiée aux victimes de cyclone », a promis la star.

C'est dans cet esprit que les artistes se solidarisent au cours du festival. Plusieurs artistes seront présents à l'Alliance Française pour une action de solidarité, il s'agit d'Asna, une des artistes de la chanson Kenneth en avril 2021, Zaza, Queen Zy et autres. Ces artistes sollicitent la participation de tout citoyen comorien à ce grand événement prévu le 25 décembre prochain afin de soutenir les concitoyens mahorais désespérés.

Tout comme l'a précisé Malha chaque billet acheté, un don accordé

à Mayotte. Rappelons que ce festival aura à mettre en lumière les artistes féminines, à valoriser les talents féminins de la nouvelle génération et leur offrir une plateforme pour s'exprimer, inspirer et toucher un large public. Il s'agit d'encourager l'égalité du genre dans l'industrie musicale et briser les barrières culturelles et professionnelles qui limitent souvent les opportunités des femmes dans le secteur artistique. Cet espace de réflexion et d'échange veut favoriser des opportunités pour les femmes artistes et bâtir des projets durables.

Kamal Gamal



UNION DES COMORES
MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE



**GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT**



Acquisition et Installation d'un logiciel de gestion comptable financière multi projets et d'un logiciel de suivi-évaluation multi projets.

Date : 06/06/2024

Avis d'Appel d'Offres No : 001/UGP/PASDP/BIENS

Le Ministère des Finances du Budget et du Secteur Bancaire, à travers le Projet d'Appui à la Soutenabilité de la Dette Publique (PASDP) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour fournir et installer un logiciel de gestion comptable et financière, de la version la plus récente, multi projet, version CLOUD et d'un logiciel de suivi-évaluation multi projets. Les logiciels acquis, installés avec la formation du personnel sont à livrer à Moroni-MANGANI (Coté Pharmacie), Union des Comores

dans un délai de deux (2) mois.

3. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les Dossiers d'Appel d'Offres dans les bureaux du Projet d'Appui à la Soutenabilité de la Dette Publique (PASDP, Moroni-MANGANI (Coté Pharmacie)).

4. Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu gratuitement par les candidats, sur demande écrite au service mentionné cidessus.

5. Toutes les offres doivent être dépo-

sées à l'adresse indiquée ci-dessus[] au plus tard **le 22/01/2025 à 10h30mn (heure local)**.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à **l'ouverture, le 22/01/2025 et, à Moroni-MANGANI (Coté Pharmacie)**.

7. Les offres doivent être valides pendant une période de cent vingt (120) jours suivant la date limite de dépôt des offres.

CAMPAGNE ÉLECTORALE :

Un début de campagne morose à Mwali

La campagne électorale a commencé à minuit, le mercredi 18 décembre, dans un contexte de deuil national. À Mwali, aucun rassemblement public n'a été organisé ni par le parti au pouvoir ni par le parti orange, son unique rival sur l'île, qui présente un candidat pour les législatives et une liste pour les municipales à Fomboni. De son côté, l'opposition a terminé ses tournées durant la pré-campagne, en visitant les villes et villages pour inciter la population à boycotter le scrutin. Cependant, certains de leurs propos ont conduit quelques membres à passer plusieurs heures à la gendarmerie.

Cela fait trois jours que la campagne électorale a commencé, mais les candidats du parti CRC à Mwali n'ont pas encore été investis, comme le veut la tradition. Cette situation s'explique par le cyclone qui a frappé l'archipel, en particulier Mayotte, suivi d'une semaine de deuil national (du 16 au 22 décembre) décrété par le chef de l'État. De plus, le parti au pouvoir a publié un communiqué le 19 décembre annonçant la suspension de tous les rassemble-

ments liés à la campagne pendant cette période. L'ouverture officielle du quartier général du candidat CRC de la première circonscription, Aboucar Saïd Chanfi, est prévue pour ce dimanche 22 décembre à Bandar es Salam. Selon les responsables de la CRC, chaque investiture du candidat sera organisée conjointement avec son premier meeting. Ainsi, Aboubacar Saïd Anli sera investi le mardi 24 décembre à la salle multifonctionnelle de Fomboni. Le lendemain, mercredi 25 décembre, ce sera au tour d'Aboucar Saïd Chanfi à Djoiezi. Ce processus se poursuivra progressivement dans toute l'île.

De son côté, le seul opposant pour les législatives à Mwali, Madhoune Mikidache, sous étiquette du parti Orange dans la circonscription de Moimbassa (Mbatsé – Domoni), n'a pas encore organisé de rassemblement depuis l'ouverture de la campagne. La situation est similaire pour son coéquipier aux élections municipales, Halim Tohir, qui se présente dans la commune de Fomboni.

Par ailleurs, la CEII a invité tous les candidats à signer, dès le mercredi 18 décembre, le contrat d'ouverture de campagne qui se poursui-



candidats invité à la CEII le jour de l'ouverture de la campagne.

vra jusqu'au 11 janvier. Cependant, il faut noter que la pré-campagne avait pris l'allure d'une campagne électorale pour les candidats CRC. Bien qu'ils soient quatre sans concurrent, pour eux « c'est l'élection la plus compliquée, car la mobilisation doit être forte vers les urnes pour prouver notre légitimité, alors que beaucoup d'électeurs res-

tent persuadés qu'étant candidats uniques, c'est un combat gagné d'avance, donc qu'il n'est pas nécessaire de se déplacer pour aller voter », nous a fait remarquer un responsable fédéral du parti au pouvoir.

À cela s'ajoute le fait que l'union de l'opposition à Mwali a fait le tour de l'île pendant la période de pré-campagne pour sensibiliser la popu-

lation à boycotter ces élections. Les propos véhiculés ont valu l'interpellation de quelques heures à la gendarmerie de l'ancien vice-président de l'Assemblée nationale, Abdallah Saïd Sarouma (Chabhane), et de l'ancien directeur de l'enseignement primaire, connu sous le pseudonyme de Naba.

Riwad

UNION DES COMORES
Unité- Solidarité -Développement

MINISTERE DES ENERGIES, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

Direction Générale des Energie, des Mines et de l'Eau

Projet National des Comores dans le cadre du programme de mini reseaux pour l'Afrique (AMP)

N°	N° de l'appel	Titre du Poste	Formations	Expériences
1	004-24 MEEH/DGEME	Un(e) consultant(e) national (e)ou une consultante nationale pour le développement de la stratégie numérique du Projet national au Comores dans le cadre du Programme pour les Mini-réseaux en Afrique ("AMP")	-Diplôme universitaire supérieur (Master's ou diplôme équivalent) en énergie, ingénierie, informatique, administration publique, gestion de l'information ou dans un autre domaine connexe. Un diplôme universitaire de premier niveau combiné à cinq années supplémentaires d'expérience qualifiante peut être accepté en lieu et place du diplôme universitaire supérieur.	-Au moins 2 ans d'expériences démontrable dans le domaine des énergies renouvelables ou dans un domaine étroitement lié, avec une expérience spécifique et démontrable dans les applications d'énergies renouvelables décentralisées telles que les mini réseaux. -Une expérience liée au développement et/ou à la mise en œuvre de solutions et de stratégies TIC/numériques. -Une expérience de la recherche, de la collecte de données et de la préparation de rapports écrits est requise. -Une capacité avérée à obtenir le soutien des parties prenantes et à assurer la coordination avec les principales parties prenantes du secteur de l'énergie aux Comores est requise.

Langues :
-Une excellente maîtrise du français écrit et parlé est requise.
-Langue locale pour faciliter la collecte des données et les ateliers d'enquête.
-La compréhension de l'anglais sera un atout.

Les propositions doivent inclure :
• Une lettre de motivation
• Un CV
• Une proposition financière détaillée.
Un chronogramme des activités à réaliser et fourniture des livrables (ce planning sera évolutif et dépendra fortement de la consultation internationales)

Les propositions doivent être soumises et adressé à la Coordinatrice du Projet AMP avant le **02 janvier 2025 à 14h heure locale** à la **Direction Générale des Energies, des Mines et de l'Eau**

NB :
A compétence égale les candidats féminins seront favorisés.

Les personnes intéressées par cet avis, sont prier de récupérer les TDRs de ce consultant à l'unité de projet AMP à la DGEME, ou par email à l'adresse ci-dessus moussaloukman@yahoo.fr

JOURNÉE MONDIALE DE LA LANGUE ARABE :

Aucune activité aux Comores

Alors que la Journée mondiale de la langue arabe est célébrée chaque 18 décembre dans le monde, cette année, elle est passée inaperçue aux Comores. Ce silence contraste avec l'engagement d'institutions comme Dar Iftah, le ministère des affaires islamiques, ou encore des ONG et associations locales dédiées à la valorisation de la langue arabe. Des étudiants comme des simples citoyens expriment leur regret.

Cette année, la journée mondiale de la langue arabe est passée inaperçue dans le pays. Alors que plusieurs organisations et institutions ont pour mission de promouvoir la langue arabe, telles que le ministère des affaires islamiques, Dar Iftah, et des ONG nationales etc., aucun événement officiel n'a été prévu. Il est surprenant que les célébrations aient été ignorées, surtout dans un pays où l'arabe occupe une place centrale

dans la culture et la religion. Mhadjira et Maoulida, deux étudiants de la Faculté Imam Chanfi, expriment leur déception. « C'est une occasion manquée de rappeler aux comoriens l'importance de l'arabe dans notre histoire et notre foi », déclare Mhadjira, qui se dit attristée par le manque d'initiative.

Maoulida Chahid, quant à lui, souligne que d'autres pays arabes ou musulmans organisent des conférences, des ateliers, et des manifestations culturelles pour promouvoir la langue arabe. « Aux Comores, où la langue est souvent marginalisée, nous aurions dû saisir cette occasion pour sensibiliser les jeunes », déplore-t-il. Fatima Said, ancienne étudiante au Soudan, rencontrée à l'entrée de la faculté Imam Chanfi, regrette également ce désintérêt : « L'arabe est plus qu'une langue pour nous ; c'est une porte vers la connaissance islamique et une identité partagée avec le monde musulman ». Pour elle, il est temps de



En partenariat avec le Centre Roi Salman pour la Langue Arabe, formation destinée aux enseignants de langue arabe.

redonner à l'arabe la place qu'il mérite dans le paysage éducatif et culturel comorien.

Les rares fois où la journée mondiale de la langue arabe a été célébrée aux Comores, l'événement a été porté par des associations cultu-

nelles ou des écoles coraniques voir la police nationale. « Il y avait des lectures de poésie, des conférences et des compétitions de récitation coranique, mais cela remonte à des années », se souvient un enseignant. À l'approche de la prochaine jour-

née, il est impératif que ces acteurs se mobilisent pour faire de cette célébration un événement phare, à la hauteur de l'importance de l'arabe dans la société comorienne.

Ibnou M. Abdou



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

PROJET D'ACCÈS À L'ÉNERGIE SOLAIRE AUX COMORES

UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET

AVIS DE MANIFESTATION D'INTERÊT

Date de publication : 23 décembre 2024

Date limite de dépôt de manifestation d'intérêt : 23 janvier 2025 à 12h30 heure locale de Moroni

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu de la part de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) un financement pour couvrir le coût du Projet d'Appui à l'Énergie Solaire aux Comores (PAESC) et à l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant. En effet, l'Unité de Coordination du Projet (UCP) souhaite recruter un bureau d'études pour la réalisation d'un document cadre sur les IPPs en Union des Comores.

Les services de consultant (« les services ») comprennent :

- L'élaboration du document cadre de réglementation sur les Producteurs Indépendant d'Électricité (IPP), en cohérence avec la politique énergétique nationale. Ce cadre vise à atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à réduire la dépendance aux énergies fossiles, à renforcer l'accès et à la sécurité de l'approvisionnement électrique.

- L'étude prévoit de développer un cadre réglementaire et institutionnel des IPPs permettant de :

- Fixer les conditions et normes d'intégration des IPPs dans le réseau national.
- Réduire le coût de la consommation énergétique pour les ménages.
- Protéger les droits des opérateurs, des investissements en IPPs ainsi que des consommateurs finaux;
- Inciter la recherche et le développement des nouvelles techniques de production, d'injection et de distribution d'énergie;
- Assurer les droits des producteurs / consommateurs indépendants ainsi que ceux de la Société Nationale de l'Électricité.
- Elaborer des normes et conditions pour l'injection dans le réseau des auto-producteurs ayant une surproduction en énergie électrique.

- Mettre en place des conditions facilitant la vulgarisation de ce cadre réglementaire pour les IPPs;
- Assurer/Garantir l'accès aux énergies renouvelables pour les populations les plus démunies.

- Favoriser une utilisation de la biomasse conciliable avec les principes de durabilité des ressources;
- Améliorer la maîtrise de l'énergie et l'efficacité énergétique;
- Proposer des modèles type de contrat d'achat standard;
- Analyser l'ensemble des conditions nécessaires au niveau national, à la construction et à l'exploitation des IPPs;
- Formation en technique de négociation contractuelle.

La durée de la mission est de 90 jours (couvert le délai de remise du rapport final et de la réception définitive) et la date prévue de début des prestations est le 1er /03/2025.

Les termes de référence (TDR) pour l'étape de procédure de recrutement pour la mission est disponible sur le site internet suivant de la SONELEC : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/> ou fait une demande à l'adresse mail suivante : infospaesc@gmail.com

L'Unité de coordination du Projet invite dès à présent les cabinets de consultant admissible (« consultant ») à manifester leur intérêt à fournir les services. Les consultants intéressés doivent fournir des documents administratifs, des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les services.

Les documents administratifs à fournir sont :

Lettre de soumission, acte de groupement, délégation de pouvoir, déclaration d'engagement, registre de commerce, patente de l'année 2024 et quitus fiscal.

Les critères d'évaluation du cabinet sont les suivantes :

(1) **Expérience et leurs qualifications du cabinet en adéquation de la mission par rapport aux Termes de Référence (TDRs)**

(2) **Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission**

L'attention des consultants intéressés est attirée sur la section III, paragraphes, 3.14, 3.16 et 3.17, ainsi la section VII, paragraphes, 7.11 et 7.12 du « **Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI)** », cinquième édition, septembre 2023 », ainsi que la langue appliquée est le français.

Les consultants peuvent s'associer à d'autres cabinets pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprise seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Un consultant sera sélectionné conformément aux dispositions de la méthode de passation des marchés décrites dans le Règlement de passation des marchés et qui est énoncée dans les TDRs.

Des informations peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau de 08h00 à 16h00, heure locale de Moroni.

Les manifestations d'intérêts doivent être fournies par version physique et une version numérisée de l'originale + une version modifiable dans une clé USB cryptée dont le mot de passe sera transmis avec la version physique originale à l'adresse ci-dessous au plus tard le 23 janvier 2025 à 14h30, heure locale.

Unité de Coordination du Projet UCP/PAESC,
À l'attention de : Monsieur le coordinateur de l'UCP
Route de Salimani – Sahara – Moroni, Comores
Tel : +269 763 10 94
Mail : infospaesc@gmail.com

NB : Seul le Consultant ayant obtenu la meilleure Note Technique globale (T) atteint un score supérieur ou égal à 70/100, il sera convié à présenter ses propositions technique et financière en vue des négociations contractuelles.

Le Coordinateur
DJAANFAR ABDOUROIHAMANE

REMISE DE PRIX

SASA au sommet des Managers Est-Africains

C'est finalement dans l'après-midi du 21 décembre que la cérémonie officielle de remise du prix du Manager Sportif de la Sous-région Afrique de l'Est a eu lieu au palais du peuple de Moroni devant un parterre d'invités. Une cérémonie de consécration tout en sobriété pour respecter le deuil national suite au passage du cyclone Chido, le 14 décembre dernier.

"C'est le sacre avant tout d'une conviction, d'une idée et d'une forte abnégation qui a toujours animé le président de l'instance faitière du football comorien », c'est en tout cas ce qu'a déclaré Yves Alain Fofie, le président du think thank africain (International Committee of Excellence) lors de la cérémonie de remise du prix Manager sportif de la Sous-région Afrique de l'Est au président de la Fédération de Football des Comores. Une conviction, c'est ce qui anime en réalité la démarche de Said Ali Said Athouman, depuis qu'il a pris les rênes du football comorien en 2021. Né dans le Moroni des années 60, à l'époque coloniale, SASA a fait ses études primaires au pays avant de passer son Baccalauréat à l'Académie d'Amiens en France au milieu des années 1980.

Après une licence de criminologie à l'institut de criminologie de l'université Paris 2 Assas, qui le promettait à une carrière d'enquêteur, Said Ali se lance dans les études commerciales et

économiques en obtenant un Diplôme d'Etudes Professionnelles Approfondies (DEPA-Master en Entreprenariat) de l'Agence Universitaire de la Francophonie à l'île Maurice. Secrétaire général de l'Union des chambres de commerce d'industrie et d'agriculture (2008-2015), négociateur commercial, directeur commercial et membre du comité de gestion de l'établissement MA-MWE entre 2002 et 2006. Il abandonne pourtant cette carrière d'administrateur pour se consacrer à son dada, le football à partir de 2007 en intégrant le comité exécutif de la FFC.

Devenu président en 2021, il ne cesse d'imposer son image d'homme de conviction en opérant des changements en profondeur dans la gestion de l'instance faitière, mais aussi en intégrant des nouveaux outils pour faciliter le travail de son administration. Avec le système d'enregistrement FIFA Connect en place depuis des années, le président Said Ali a fait en sorte que les Comores soient parmi les trois premiers pays africains à intégrer la plateforme FCMS (Football Competition Management System) qui gère les compétitions. De l'enregistrement des joueurs, aux rapports des officiels en passant par tant d'autres possibilités données aux utilisateurs pour leur faciliter le travail. Aujourd'hui à l'heure de la technologie avancée, FCMS propose aux clubs qui n'ont pas encore de site internet de leur en créer un.

Sur le plan de la communication, dès son arrivée à la tête de la FFC en février 2021, il s'est mis à l'idée de relancer la digitalisation de l'institution. Et depuis deux ans, les pages Facebook et Instagram ne cessent de gagner en abonnés, et il y'a une année après des années d'inactivité, le site de la fédération www.fedcomfoot.com est de nouveau accessible avec des informations régulièrement postées. Sur le plan de la formation des cadres, la FFC organise tous les ans des formations en faveur des cadres du football comorien. Depuis fin 2022 les Comores ont la possibilité de former avec des instructeurs locaux des entraîneurs avec une licence CAF. Pas plus tard que l'année dernière, une soixantaine de techniciens avaient validé la licence C CAF et bientôt, une formation pour l'obtention de la licence B CAF va débiter.

L'arbitrage comorien a aussi bénéficié de ces nombreuses formations. Chaque année depuis quatre ans, les hommes en noir bénéficient de quatre formations M.A en faveur des arbitres de l'élite, des instructeurs, des arbitres du Beach-soccer et Futsal. Cette multiplication de l'appui de la part de la FIFA a fait en sorte que les Comores comptent aujourd'hui huit arbitres internationaux, une véritable prouesse quand on connaît le niveau de l'arbitrage comorien, il y'a une dizaine d'année.

Grace à la vision du président Said Ali et son sens du management acquis



lors de ses nombreux passages dans les sociétés d'Etat et dans l'administration, la FFC évolue depuis l'année dernière avec un budget programme défini dans sa stratégie quadriennale (2023-2026) validé par la FIFA dans le contrat d'objectif signé fin 2023. C'est ce même budget qui a permis le déblocage des fonds du programme FORWARD 2.0 (2 500 000 US) pour la réhabilitation du centre technique de Mitsamihuli, le projet phare de cette mandature finissante. D'autres stades en sont bénéficiaires (Hombo, El-Hadj Matoir, Hassane Soilihi).

Aujourd'hui président de la COSAFA, son leadership a contribué au renouveau de la sélection nationale propulsée à la 103e place au classement mondial. La décision historique de changer de staff en octobre 2023 malgré un courant réfractaire a permis

aujourd'hui le retour en force de cette équipe au niveau continental. Au niveau international, les chiffres parlent d'eux-mêmes. En une année, l'équipe est passée de la 128e à la 103e place au classement FIFA, faisant des Cœlacanthes la meilleure équipe de l'Océan Indien. Ce n'est donc pas un hasard si la FIFA cite Les Comores comme « Un véritable symbole de succès pour les pays émergents. » Modeste, le président a parlé d'un travail collectif. « Certes, c'est à moi qu'on attribue ce prix, mais à travers moi, c'est le Comité Exécutif dans son ensemble, c'est l'administration, ce sont les joueurs et le staff, les supporters, mais aussi l'Etat et le chef de l'Etat en particulier notre premier partenaire ».

Imtiyaz



MISSION RESIDENTE DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL AUX COMORES AVIS DE RECRUTEMENT D'UN/UNE ECONOMISTE

Lieu d'affectation : Moroni

Durée d'engagement : Période de probation d'une année, puis contrat de trois ans.

Grade du poste : NO-B

Date probable de début du Contrat : 6 février 2025

Contexte :

Le Fonds Monétaire International (FMI) conseille ses États membres, dont l'Union des Comores et soutient les efforts des autorités des pays à mettre en œuvre des politiques visant à raffermir leur stabilité économique, à réduire la vulnérabilité aux crises économiques et financières, et à améliorer les niveaux de vie de leur population.

Le FMI cherche à embaucher pour le bureau de sa Représentation résidente à Moroni, un/une économiste.

Ce dernier aura la charge de toutes les tâches relatives aux fonctions et responsabilités décrites ci-après :

Fonctions et responsabilités

Sous l'autorité et supervision générale du Représentant Résident, elle/il devra notamment :

- développer et maintenir des bases de données complètes sur les aspects de l'économie (en particulier des Comores et de la sous-région) ;
- participer à des missions de collecte / analyse de données ainsi que collaborer et échanger des informations avec des représentants du gouvernement et du secteur privé.
- organiser et prendre part à toutes les réunions afférentes à ses responsabilités.
- effectuer un travail analytique, y compris entreprendre des analyses économiques, évaluer, suivre et analyser les développements économiques, la conception de politiques et de programmes et coordonner l'assistance technique (en particulier dans les domaines de la production, des prix, du secteur financier, de l'argent, des questions fiscales et de la balance des paiements) ;
- rechercher et préparer une variété de résultats écrits, statistiques et économétriques de niveau académique ;
- Démontrer de la créativité face aux nouveaux problèmes et contextes économiques ;

- Collaborer avec les partenaires techniques et financiers et autres donateurs bilatéraux et multilatéraux ;

La / le candidat(e) retenu(e) devra constamment démontrer sa capacité à travailler de manière indépendante et à renforcer les relations du FMI avec le pays d'opération. Il devra être disponible (y compris en cas de besoin en dehors des horaires habituels du bureau), apte à travailler sous pression dans un environnement multiculturel, et faire preuve d'une grande capacité d'organisation.

Formation et connaissances exigées

Diplôme de maîtrise complété en macroéconomie ou avoir initié un programme de doctorat. Un doctorat en économie complété serait considéré comme un avantage important.

Cinq années ou plus d'expérience de travail pertinente (par exemple en économie, statistiques ou finances) ou expérience équivalente.

Maîtrise de Microsoft Office (particulièrement Word et Excel) et de , logiciels économétriques tels que Stata, Eviews, Rou GAUSS. Connaissance avancée des techniques statistiques et économétriques et des relations macroéconomiques.

Les publications de documents de recherche dans des revues académiques seraient considérées comme un autre avantage important.

Parfaite maîtrise de l'anglais et du français.

Composition du dossier de candidature :

Envoyer le curriculum vitae (CV) du candidat et une lettre de motivation adressée à Mme la Cheffe de Mission du FMI accompagnés de copies électroniques des diplômes, pièces d'identité et références par courrier électronique (e-mail) à l'adresse suivante : RR-COM@imf.org

Reference : Économiste

!!! La candidature sera écartée en cas d'absence d'un de ces documents !!!
DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES : 10 janvier 2025
Seuls les candidats présélectionnés pour l'interview seront contact



12 Janvier
2025

16 Février
2025



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET COMMUNALES

“ Mon choix.
mon avenir.
je vote! ”



#Elections2025
#MonChoixmonAvenir